

CSCEExposé de M. l'Ambassadeur E. BRUNNER

Pour faire suite aux propos du Conseiller fédéral, M. Aubert, je dirai tout d'abord que nous aussi, à Madrid, avons ressenti que la détente était finie, ou du moins qu'une certaine détente était finie. C'est comme cela que nous interprétons ce qui s'y est passé, et cela nous conduit à faire une analyse réaliste de la situation. Une analyse qui n'est du reste pas partagée par certains autres Neutres.

L'Acte final de 1975 a été un révélateur de ce qu'aurait dû être la détente, et de ce qu'elle n'a pas été en pratique. Contrairement à l'idée qu' Helsinki n'aurait servi que la cause soviétique, il nous apparaît qu'au contraire, la CSCE a donné les moyens et les instruments aux Occidentaux pour montrer que l'URSS violait les dispositions de l'Acte final. Et la CSCE facilite la démonstration face à l'opinion publique du fait que l'Est viole l'esprit et la lettre des accords de 1975. Il est dès lors faux de dire que nous cédon à une quelconque euphorie d' Helsinki.

Je voudrais reprendre certains éléments déjà contenus dans les rapports sur la CSCE, et cela essentiellement pour le bénéfice des collègues dont les pays de résidence ne participent pas à la Conférence.

L'on essaye à Madrid, d'une part, de réécrire l'Acte final de manière plus condensée et plus claire, afin de se ménager plus de possibilités de contrôle. Il s'agit d'affiner le concept d'Helsinki en matière des Droits de l'Homme et de l'information notamment. D'autre part l'on cherche à englober dans cet acte nouveau une

dimension nouvelle de la détente, à savoir le désarmement.

L'idée d'une conférence sur le désarmement était originellement une idée soviétique, présentée d'abord par les Polonais puis par les Hongrois. Elle a ensuite été reprise par tous les pays de l'Alliance atlantique qui ont renversé le char et pris l'initiative.

Les Soviétiques s'opposent maintenant aux dispositions précises que les Occidentaux veulent faire adopter en matière des Droits de l'Homme et de l'information, ainsi qu'à certains éléments de la conception occidentale d'une conférence sur le désarmement. Cette conception prévoit deux étapes: premièrement, la mise en place de mesures de confiance dans le domaine militaire, puis, après analyse et évaluation des résultats de cette phase préliminaire, la négociation proprement dite sur le désarmement. Une telle conférence devrait en outre faire partie intégrante du processus de la CSCE.

Le problème se situe au niveau de la première phase. Les Soviétiques ont accepté le principe du non-automatisme des deux étapes et le fait que la conférence sur le désarmement fasse partie de la CSCE. Ils n'acceptent en revanche pas les mesures de confiance telles que les Occidentaux les comprennent. Ces derniers prévoient que les mesures de confiance s'appliquent à l'ensemble de l'Europe, sans que soit réservé un sanctuaire soviétique. Actuellement en effet, il est prévu que seule une bande de territoire large de 250 km à partir des frontières occidentales de l'URSS soit soumise à contrôle, laissant ainsi à l'Union Soviétique un grand sanctuaire jusqu'à l'Oural. Les Soviétiques sont prêts à accepter cette exigence, mais seulement contre contrepartie. Cette dernière n'est pas encore fixée très clairement. Elle concernerait un contrôle soviétique sur l'Atlantique, ce qui rencontre un refus catégorique de la part des Occidentaux.

Il a été décidé de reprendre les travaux à partir du 27 octobre jusqu'au 18 décembre. La raison en est que l'on n'a pas pu trouver un compromis avant la fin juillet, bien que dans beaucoup de capitales occidentales l'on semblait vivre dans un autre monde, et croire un compromis de dernière heure possible. Or, ce à quoi ces capitales européennes ne se sont pas encore habituées, c'est à la nouvelle fermeté américaine, qui n'érige plus le compromis en panacée universelle.

En ce qui concerne la nouvelle étape qui devrait s'achever le 18 décembre prochain, l'on peut prévoir que les différents camps n'arriveront pas à se mettre d'accord, à moins que les Soviétiques ne cèdent totalement. Les Européens occidentaux en tout cas ne feront pas de concessions. Les Français maintiennent une position dure, ainsi que les Anglais qui ont la présidence des dix.

Que se passera-t-il le 18 décembre? Trois possibilités s'offrent à l'analyse:

- Soit l'on s'imagine que l'on s'achemine à nouveau vers une interruption de deux ou trois mois. C'est l'hypothèse la plus vraisemblable et la plus mauvaise.
- Soit l'on accepte que l'interruption soit plus longue, mettons un an à un an et demi. Ce serait plus réaliste. Dans l'intervalle, l'URSS et les USA peuvent réamorcer leurs discussions sur le désarmement (missiles, SALT), une certaine confiance pourrait se rétablir plus facilement qu'à Madrid.
- Soit l'on conçoit la deuxième possibilité avec une variante: pendant un intervalle supérieur à une année, deux groupes d'experts se réunissent régulièrement, deux ou trois fois l'an pour prolonger et poursuivre la CSCE (Droits de l'Homme, désarmement). Ainsi, en approfondissant les contacts, l'on attendrait que les problèmes mûrissent tout en maintenant la pression.

J'en viens au problème des Neutres et Non-alignés. L'Ambassadeur Iselin a fait hier le bilan de notre collaboration et de nos divergences avec l'Autriche. Je ne peux que confirmer ses dires. Rarement nous n'avons tenu des points de vue aussi différents. Le problème est le même avec la Suède et avec la Finlande. Nous nous situons dans la moyenne des pays occidentaux.

Il y a, pour ces trois pays neutres, un élément qui domine: il s'agit pour eux de préserver la détente à tout prix, pour les raisons citées par l'Ambassadeur Iselin. Ils ne veulent pas rompre le fil des négociations, et rejettent toutes les fautes sur le dos des Etats-Unis et des Occidentaux.

Je peux comprendre les vues de l'Autriche et de la Finlande, mais pas celles de la Suède! La Finlande a toujours eu besoin d'un contrepoids à l'URSS. Celui-ci a toujours été la Suède. Or, si la Suède adopte des positions semblables à celles de l'Union Soviétique, ce contrepoids disparaît!

Dans le groupe des N+N, la Yougoslavie est beaucoup plus ferme. Elle sait où est le danger et veut se défendre. Nous sentons que nous partageons dans une large mesure avec la Yougoslavie la même Weltanschauung.

Le 24 et le 25 septembre se tiendra à Berne une réunion des quatre Neutres. L'on cherchera à voir comment coordonner nos actions. Mais nous ne sommes pas prêts à céder et à nous engager dans un compromis. Or, souvent, l'Autriche ne veut pas s'engager seule sur un terrain où elle n'a pas l'accord des autres Neutres. Nous bénéficions ainsi d'un certain levier sur les Autrichiens.

* * *